

Frémont, A., Chevalier, J., Hérin, R., et Renard, J. (1984)
Géographie sociale. Paris, Masson, 387 p.

Jean-Pierre Thouez

Volume 29, numéro 77, 1985

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/021731ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/021731ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de géographie de l'Université Laval

ISSN

0007-9766 (imprimé)

1708-8968 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Thouez, J.-P. (1985). Compte rendu de [Frémont, A., Chevalier, J., Hérin, R., et Renard, J. (1984) *Géographie sociale*. Paris, Masson, 387 p.] *Cahiers de géographie du Québec*, 29(77), 330–332. <https://doi.org/10.7202/021731ar>

enracinés-déracinés et dominants-dominés, dont on aurait aimé qu'on nous expose, quelque part, et de préférence en introduction à cette troisième partie, la logique conjointe. Ceci n'empêche toutefois pas les descriptions et les illustrations d'être informatives. Au chapitre des sociétés enracinées, il y a bien sûr, et d'abord, les sociétés paysannes, mais aussi les sociétés nomades et halieutiques et même le quartier urbain, dont les structures peuvent être stables. Il y a aussi les nouveaux enracinements, comme ceux des couches populaires des villes du Tiers-Monde, auxquels un chapitre est consacré. Du côté des sociétés déracinées, un chapitre porte sur le cas des paysans sans terre et un autre sur celui des réfugiés. Enfin, le dernier chapitre est consacré aux rapports des classes dirigeantes à l'espace.

Au total, ce volume m'apparaît constituer une excellente source d'études de cas et d'illustrations d'une démarche géographique qui prend au sérieux la notion de « rapports sociaux ». Il n'émerge toutefois pas de ce texte une image cohérente, et fondée sur des bases théoriques solides, de la géographie sociale comme discipline. Dans ce sens, le travail de Frémont et de ses collègues ouvre des pistes et montre que la notion d'espace vécu, dont ils s'inspirent, est prometteuse. Peut-être faut-il préférer, même dans les manuels, un style suggestif à une cohérence qui peut devenir étouffante ?

Paul-Y. VILLENEUVE
Département de géographie
Université Laval

FRÉMONT A., CHEVALIER, J., HÉRIN, R. et RENARD, J. (1984) *Géographie Sociale*. Paris, Masson, 387 p.

Après la publication, en 1973, du livre de Claval intitulé *Principes de géographie sociale*, la parution de l'ouvrage de Frémont *et al* dénote qu'il existe en France un regain d'intérêt pour cette branche de la géographie. En effet, il peut paraître paradoxal de constater que les perspectives ouvertes par des maîtres de la géographie française comme Max Sorre, et Pierre George, sans compter Élisée Reclus, Jean Brunhes, E. Demolins et C. Vallaux soient restées inexplorées. Il n'existe pas en France, à l'heure actuelle, d'enseignement officiel privilégiant la géographie sociale.

R. Hérin essaie dans la première partie de cet ouvrage d'expliquer les raisons d'une telle carence. Une des explications tient au contexte scientifique et universitaire qui prévaut au tournant du siècle, au moment où la discipline acquiert son autonomie. Vidal de la Blache et ses disciples influencés par l'*Anthropogéographie* de Ratzel s'attachent à étudier les relations entre le milieu physique et les hommes. Vidal définit la géographie comme étant « la science des lieux non des hommes ». Selon Hérin, cette définition surprend d'autant plus que les textes de l'école géographique française de l'époque ouvrent certaines perspectives telles que l'idée de liberté de l'homme par rapport au milieu naturel (que sous-entend le possibilisme vidalien), celle du rôle des facteurs sociaux et culturels dans la formation des paysages ou encore celle de l'adaptation de l'homme au milieu. Il est vrai que dans le domaine des faits sociaux les géographes vidaliens se heurtent aux sociologues. Une autre raison vient du fait que Durkheim et les collaborateurs de l'*Année sociologique* se situaient ouvertement à gauche, alors que les disciples de Vidal, issus de l'École normale supérieure, étaient modérés, influencés par le spiritualisme antipositiviste de Bergson ou de Boutroux. Si certains, comme Blanchard et Brunhes, sont engagés dans des mouvements politiques et sociaux, les géographes français, pour la plupart, semblent plus concernés par la description des territoires que par les questions sociales. Reclus et Brunhes n'eurent pas de disciples et l'on ne parlera pratiquement plus de géographie sociale jusqu'à la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Ainsi, durant et après la crise des années trente, les géographes ignorèrent les faits sociaux. Ils restèrent pour la plupart, à l'écart des problèmes sociaux de leur temps et des réflexions épistémologiques qu'ils purent susciter.

La géographie sociale contemporaine a été influencée à la fois par la géographie allemande et la géographie anglo-saxonne. Pour l'école allemande, la géographie sociale constitue une approche totalisante du champ de la géographie culturelle, alors que la géographie anglo-saxonne est irréductible à un ensemble de concepts et d'orientations. Ses thèmes sont d'une grande diversité, ses méthodes variées, et elle se développe selon des perspectives antagonistes. Hérin décrit en quelques pages les intérêts et les limites de ces géographies avant d'aborder le renouveau de la géographie sociale. Celle-ci découle de deux courants : le premier avec M. Sorre, E. Julliard, P. George ; le second avec R. Rochefort. Selon celle-ci, ce qui fonde la géographie sociale française c'est plus la société que l'espace. L'autonomie croissante des faits sociaux par rapport aux faits géographiques impose un changement d'optique. Une dizaine d'années plus tard, vers 1960-1965, d'autres préoccupations s'imposent : le développement spectaculaire de la géographie urbaine, l'intérêt que suscitent les méthodes quantitatives, l'émergence de la géographie de l'environnement, « l'institutionnalisation » de la géographie par la pratique de l'aménagement... autant de causes qui expliquent l'effacement de la géographie sociale. Ce n'est qu'à partir des années 70, par le biais de la notion d'espace vécu, que les travaux géographiques d'inspiration sociale feront leur apparition. Il s'agit d'une nouvelle vision de la géographie, plus psychologique ou plus sociale, plus centrée sur l'homme lui-même que sur l'espace considéré comme objet d'étude en soi. La géographie sociale est encore trop récente pour avoir eu le temps de se définir même si des efforts de réflexion théorique sont en cours depuis quelques années.

Le quatrième chapitre de la première partie porte principalement sur la notion d'indicateur (en oubliant les indicateurs de santé) et sur les méthodes. Pour J. Renard, ces dernières sont en étroite association avec l'objet d'étude. Malheureusement, le lecteur « reste sur sa faim » car une fois la démarche définie, J. Renard dénonce sans les illustrer les dangers d'une confiance illimitée dans les techniques.

La deuxième partie, rédigée par A. Frémont, porte sur les effets de lieu, de classe et de culture. Trois chapitres à travers lesquels l'auteur essaie de formuler des hypothèses pour décrypter l'organisation spatiale des sociétés. Ces trois effets auxquels il faudrait ajouter la mobilité sont retenus comme facteurs déterminants de la géographie sociale. A. Frémont utilise largement la classification pour regrouper les lieux et les observations selon leurs affinités. Il est dommage qu'il n'ait pas retenu les recherches intéressantes sur le bocage normand qu'il a dirigées à l'Université de Caen. En effet, les exemples cités sont trop nombreux et, résumés en quelques lignes, ils sont insuffisants pour expliquer ce que l'on souhaite démontrer. Ainsi, A. Frémont aborde la dynamique sociale sous l'angle des conflits sociaux, des luttes menées mais il sous-estime le rôle de la population parallèlement à d'autres facteurs démographiques tels la taille, sa composition, le degré de mobilité en rapport avec la localisation des ressources ; ce thème ayant déjà été exploité par P. Gourou. De même, dans le chapitre sur l'effet de culture, A. Frémont oublie de mentionner les travaux des géographes allemands déjà cités par Hérin et les études américaines de C.O. Sauer et des géographes de l'école de Syracuse. Au lieu de privilégier une géographie sociale en « profondeur », on a préféré une géographie sociale « horizontale ». C'est dommage, car la géographie française possède les matériaux pour construire une géographie sociale du pays, œuvre plus originale que la simple juxtaposition d'exemples couvrant toutes les parties du monde.

La quatrième partie intitulée « Enracinés, déracinés ; dominants, dominés » est de J. Chevalier. Elle vise à expliquer les quatre types d'effets structurants de différentes sociétés. Là encore on utilise la typologie pour essayer de classer les observations et les lieux. Malheureusement, cette technique globalisante soulève plusieurs difficultés qui sont d'ailleurs exposées et sur lesquelles nous ne nous étendrons pas.

En conclusion on peut noter que la majorité des thèmes peuvent apparaître classiques. S'il fallait compiler les exemples, on s'apercevrait que la part des illustrations et des études de cas portant sur les pays du Tiers-Monde est plus importante que celle consacrée aux pays industrialisés. Serait-ce que les « tropicalistes » sont socialement plus engagés ou plus productifs dans ce domaine que ne le sont les autres géographes français ? De même on aurait pu choisir une présentation plus pédagogique : hypothèses, données, méthodes et résultats. Ceci pose par

ailleurs le problème de la clientèle cible si l'on admet que son choix conditionne la présentation et la structure de l'ouvrage. Retenons le fait qu'il s'agit d'une ouverture, d'une esquisse introductive autour d'une géographie sociale à la fois très ancienne et toute nouvelle.

Jean-Pierre THOUÉZ
 Département de géographie
 Université de Montréal

CLAVAL, Paul (1984) *Géographie humaine et économique contemporaine*. Paris, Presses universitaires de France, 442 p.

Chaque discipline a de ces monstres sacrés dont l'une des caractéristiques est qu'ils sont particulièrement prolifiques sur le plan de la production intellectuelle. La géographie en a un à exhiber : Paul Claval. Depuis une vingtaine d'années, en plein cœur de la troisième crise majeure d'orientation des études sur l'espace, il dresse d'érudits bilans des approches nombreuses des géographes. De Claval on attendait un bilan des bilans maintenant que pointent les premiers signes qui laissent croire à la fin prochaine de cette crise de la géographie. Il ne nous aura pas déçus. Son vingtième ouvrage est un copieux *vade-mecum* d'initiation de référence, et surtout un tableau des enjeux, des débats (et combats) récents. Et, ce qui n'est pas pour déplaire ici, Montréal et le Québec servent d'exemple pour illustrer la portée et les limites des trois conceptions classiques de la géographie et des quatre orientations contemporaines de cette discipline.

La géographie s'est définitivement débarrassée de l'emprise des sciences naturelles au cours des années 1955-1980 pour devenir une science sociale à part entière. Tard venue, soit, mais à part entière tout de même pour pointer les « manques spatiaux », ces « trous de gruyère » des discours de nos nouveaux compagnons de route : économistes, sociologues, historiens, anthropologues...

Cet ouvrage qui se propose de « saisir l'originalité de la pratique et des conceptions qui s'affirment sous nos yeux » se divise en trois parties sensiblement égales. La première (chapitre 1 à 6) dit la genèse de la géographie contemporaine au tournant des XVIII^e et XIX^e siècles comme une pièce des philosophies naturelles. Humboldt et Ritter donnent le ton à ce demi-siècle à l'allemande qui va de 1820 à 1870. Vient la grande crise de 1870-1900, la seconde, qui transforme la géographie en science naturelle que la diversité des pratiques, née de l'évacuation du primat théorique, fera éclater en Écoles, française, allemande, de Berkeley, du Middle West, etc., au gré des trois notions de base (encore incertaines de nos jours) de région, paysage, et genre de vie. Au tournant des années 1960, l'inquiétude épistémologique confine à la fébrilité d'autant plus que l'empilement considérable de travaux réalisés dans le monde au cours de la première moitié de ce siècle ne fait que rajouter au constat d'absence de bases théoriques claires.

C'est globalement la crise de passage aux sciences sociales, avec quelques épisodes hauts en couleur au tournant des années soixante-dix, comme ce triomphalisme quantitatif ou l'irruption de la langue de bois, ces quêtes d'honorabilité scientifique ou révolutionnaire. Au mitan des années quatre-vingts, la géographie est clairement science du social malgré quelques escarmouches d'arrière-garde. Enfin le difficile commence : dire la part d'espace du social.

Des pistes qui se sont ainsi progressivement dégagées ces vingt dernières années, la deuxième partie (chapitres 7 à 11) se veut une mise en ordre des fondements théoriques. Aux modèles écologiques autrefois dominants, et qui cherchent maintenant à expliciter et à consolider leur articulation au social, se sont donc ajoutés des modèles de la société (chapitres 8-9-10). La cohérence théorique en géographie humaine passe par la prise en charge du social, du politique, de l'économique mais aussi du symbolique, de l'imaginaire, de l'idéologique. Parmi les cinq chapitres de cette deuxième partie, le dernier (chapitre 11) intitulé « Les modèles de l'homme en géographie », m'a obligé à une deuxième lecture sans toutefois me convaincre. C'est